

No. 54.

ALLEMAGNE ET GRÈCE

Traité d'extradition, signé à Athènes
le 27 février/12 mars 1907.

GERMANY AND GREECE

Extradition Treaty, signed at
Athens, February 27/March 12,
1907.

¹ TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 54. — TRAITÉ D'EXTRADITION ENTRE LA GRÈCE ET L'ALLEMAGNE, SIGNÉ A ATHÈNES LE 27 FÉVRIER/12 MARS 1907².

No. 54. — EXTRADITION TREATY BETWEEN GREECE AND GERMANY, SIGNED AT ATHENS, FEBRUARY 27/MARCH 12, 1907².

Texte officiel français communiqué par le Ministre de Grèce à Londres. L'enregistrement du Traité sus-mentionné a eu lieu le 2 novembre 1920.

French official text forwarded by the Greek Minister in London. The registration of the above-mentioned Treaty took place on November 2, 1920.

SA MAJESTÉ LE ROI DES HELLÈNES ET SA MAJESTÉ L'EMPEREUR D'ALLEMAGNE, ROI DE PRUSSE, au nom de l'Empire d'Allemagne, étant convenus de conclure un Traité pour l'extradition réciproque des malfaiteurs, ont muni dans ce but de leurs pleins pouvoirs³ savoir :

HIS MAJESTY THE KING OF THE HELLENES AND HIS MAJESTY THE GERMAN EMPEROR, KING OF PRUSSIA, on behalf of the German Empire, having agreed to conclude a Treaty for the reciprocal extradition of criminals, have for this purpose appointed the following as Plenipotentiaries, viz :—

Sa Majesté le Roi des Hellènes :

His Majesty the King of the Hellenes :

Le Sieur Alexandre G. SKOUZÈS, Son Ministre des Affaires Etrangères.

His Excellency le Sieur Alexandre G. SKOUZÈS, His Minister for Foreign Affairs.

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse :

His Majesty the German Emperor, King of Prussia :

Le Comte Emmerich DE ARCO-VALLEY, Son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près la Cour d'Athènes ;

Count Emmerich DE ARCO VALLEY, his Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to the Court of Athens,

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

who, after having communicated to each other their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

¹ Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

¹ Translated by the Secretariat of the League of Nations.

² a) Voir renvoi N° 2 du Traité N° 53, page 108.

² a) See note N° 2 of Treaty N° 53, page 108.

b) Sanctionné par la loi ΓΣΚΓ du 10 juin 1907 et publié dans le Journal Officiel N° 131 du 10 juillet 1907.

b) Ratified by the Law ΓΣΚΓ of June 10, 1907, and published in the Official Journal N° 131 of July 10, 1907.

c) Les ratifications furent échangées le 10/23 juillet 1907.

c) Ratifications were exchanged on July 10, 23, 1907.

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se livrer réciproquement, dans les circonstances et les conditions établies par le présent Traité, les individus qui, étant poursuivis ou condamnés comme auteurs ou complices par les tribunaux de la Partie requérante pour les crimes et délits énumérés dans l'article ci-après, se réfugieraient sur le territoire de l'autre Partie.

Article 2.

Les crimes et délits pour lesquels il y aura lieu à extradition, sont :

1^o Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre ;

2^o Coups portés ou blessures faites volontairement ayant causé soit la mort sans l'intention de la donner, soit une maladie ou incapacité de travail personnel, pendant plus de trois mois, soit une mutilation grave, la perte ou la privation de l'usage d'un membre ou d'un organe, soit d'autres infirmités permanentes ;

3^o Avortement ;

4^o Bigamie ;

5^o Rapt de personnes au-dessous de l'âge de quatorze ans, enlèvement de mineurs ;

6^o Exposition et délaissement d'enfant ;

7^o Viol ;

8^o Vol commis à l'aide de violence ou sans violence, abus de confiance¹, escroquerie, extorsion ;

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to surrender reciprocally in the circumstances and under the conditions laid down by the present Treaty, any person who, being accused or convicted before or by the Courts of the claimant Party as principals or accomplices in any crime or delict enumerated in the following Article, have taken refuge in the territories of the other Party.

Article 2.

The crimes and delicts which will be recognised as grounds for extradition are : —

(1) Assassination, poisoning, parricide, infanticide, murder ;

(2) Blows struck or wounds inflicted wilfully resulting in death, without intention to cause death, or illness, or incapacity for personal labour, lasting more than three months, or serious mutilation, or the loss or loss of the use of a limb or organ, or any permanent injury.

(3) Abortion ;

(4) Bigamy ;

(5) Kidnapping of persons under fourteen years of age, abduction of minors ;

(6) Exposing or abandoning a child ;

(7) Rape ;

(8) Theft with or without violence, embezzlement¹, false pretences, exaction by force or duress ;

1

A

N^o 16,337.

ATHÈNES, le 31/13 juin 1912.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu attirer mon attention sur le malentendu auquel pourrait donner lieu la traduction littérale en grec du terme « abus de confiance » inséré dans l'article 2 N^o 8 du Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grèce.

Je m'empresse de vous confirmer ce que j'ai déjà eu l'honneur de vous faire connaître de vive voix, que conformément à ce qui a été arrêté par les deux Gouvernements, lors des négociations de ce Traité, les mots « abus de confiance » ont été choisis dans la rédaction du texte français pour dénommer, faute d'une terme plus approprié, le crime ou délit prévu par l'article 385 du Code criminel hellénique sous le nom de « Ὑπεξαίρεσις » et les articles 246-248 du Code criminel allemand sous la dénomination de « Unterschlagung ». C'est

1

A

N^o 16,337.

ATHENS, 31/13 June 1920.

SIR,

Your Excellency has been good enough to draw my attention to the misunderstanding which might arise from the literal translation in Greek of the term "abus de confiance" inserted in Article 2 No. 8 of the Extradition Treaty between Germany and Greece.

I hasten to confirm what I have already had the honour of bringing verbally to your notice, namely that, in conformity with what has been agreed upon by the two Governments in the course of the negotiations with regard to this Treaty, the words "abus de confiance" have been chosen in the wording of the French text, failing a more appropriate term, to apply to the crime or delict provided for in Article 385 of the Greek Criminal Code under the name of "Ὑπεξαίρεσις" (*sic*) and in Articles 246-248

9° Privation volontaire et illégale de la liberté individuelle commise par des particuliers ;

10° Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation avec connaissance de la monnaie contrefaite ou altérée ;

11° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation, avec connaissance de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écritures ou dans les dépêches télégraphiques et usage avec connaissance de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits fabriqués ou falsifiés ;

12° Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, timbres-poste ou autres timbres adhésifs ; usage avec connaissance de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudi-

(9) False imprisonment committed by private individuals ;

(10) Coining, including the counterfeiting and altering of coinage, the wilful uttering or circulation of counterfeit or altered coin ;

(11) Counterfeiting or forging of public securities or bank notes, or of public or private bills or bonds ; the wilful uttering or circulation of such counterfeit or forged securities, notes, bills, or bonds ; forgery of documents or telegrams and the wilful use of such counterfeit fabricated or forged telegrams, securities, notes bills or bonds ;

(12) Counterfeiting or forging of seals, stamps, dies, postage and other adhesive stamps ; the wilful use of such counterfeit or forged objects ; the use, with intent to defraud

ainsi qu'une récente ordonnance de la Chambre des mises en accusation de la Cour d'Appel d'Athènes (N° 59 en date du 21 mars 1912) décida que le délit dont il s'agit, imputé à la personne dont le Gouvernement Impérial allemand demandait l'extradition, était compris sous la dénomination d'abus de confiance parmi ceux énumérés dans l'article précité du Traité. Je suis donc persuadé que malgré la traduction trop littérale de ce terme en grec, aucune équivoque n'est possible à ce sujet, et bien que les tribunaux aient toute liberté dans l'interprétation des textes, j'aime à espérer que la jurisprudence continuera de rester constante sur la matière.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) COROMILAS.

B

N° 562.

ATHÈNES, le 19/6 juin 1912.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser à Votre Excellence réception de la lettre N° 16,337 qu'Elle a bien voulu adresser à cette Légation en date du 31 mai-13 juin 1912, au sujet de la traduction grecque du terme « abus de confiance », inséré dans l'article 2 N° 8 du Traité d'extradition entre l'Allemagne et la Grèce.

Quant à la traduction allemande du traité sus-mentionné, et qui a été publiée dans le N° 38 du Journal Officiel de l'Empire d'Allemagne de 1907 (pages 545-557), je m'empresse de vous informer, Monsieur le Ministre, que le terme « abus de confiance » a été rendu par le mot « Unterschlagung ».

Veuillez agréer..., etc...

(Signé) BIEL.

of the German Criminal Code under the name of " Unterschlagung ". Thus a recent order of the Indictments Section of the Court of Appeal of Athens (No. 59 of March 21st 1912) decided that the delict in question, imputed to a person whose extradition was demanded by the Imperial German Government, was included among those enumerated in the Article of the Treaty cited above under the term " abus de confiance. " I am, therefore, persuaded that, in spite of the too literal translation of this term in Greek, no doubt is possible on this point, and although the Courts have complete freedom in the interpretation of texts, I venture to hope that jurisprudence on this subject will be consistent.

I have, etc.

(Signed) COROMILAS.

B

No. 562.

ATHENS, 19/6 June 1912.

SIR,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter No. 16,337 addressed to this Legation, and dated 31 May-13 June 1912 with regard to the Greek translation of the term " embezzlement " (abus de confiance), inserted in Article 2 No. 8 of the Treaty of Extradition between Germany and Greece.

As regards the German translation of the above-mentioned treaty which was published in No. 38 of the German Imperial Gazette, 1907, (pages 545-557), I have the honour to inform you that the term " abus de confiance " has been translated by the word " Unterschlagung ".

I have, etc.

(Signed) BIEL.

cialable et avec une intention frauduleuse de vrais sceaux, timbres et poinçons ;

13° Faux témoignage ;

14° Faux serment ;

15° Concussion, détournement, commis par les fonctionnaires publics ; corruption de fonctionnaires publics ;

16° Banqueroute frauduleuse, et fraudes commises dans les faillites ;

17° Incendie volontaire ;

18° Destruction, dégradation ou suppression volontaire et illégale d'un titre public ou privé, commise dans le but de causer du dommage à autrui ;

19° Résistance et voies de fait des gens de l'équipage envers le capitaine ou ses remplaçants ;

20° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, les tentatives, lorsqu'elles sont punies par les législations des deux pays.

En matière de délits, l'extradition aura lieu :

1° Pour les condamnés, lorsque la peine prononcée sera au moins d'un an d'emprisonnement.

2° Pour les prévenus, lorsque le maximum de la peine applicable au fait incriminé sera, d'après les législations des deux pays, au moins de deux ans d'emprisonnement.

Article 3.

Aucun sujet Allemand ne sera extradé à la Grèce et aucun sujet Hellène ne sera extradé à l'Allemagne.

Si le prévenu ou le condamné n'est pas sujet de celui des deux pays qui le réclame, le Gouvernement saisi de la demande d'extradition restera libre de donner à cette demande la suite qui lui paraîtra convenable et de livrer l'individu réclamé, soit à son propre pays, soit au pays où le crime aura été commis.

Article 4.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays requis, au moment où la demande est faite ;

of genuine seals, stamps and dies to the injury of another person ;

(13) False testimony ;

(14) Perjury ;

(15) Corrupt practices and embezzlement committed by public officials ; corruption of public officials ;

(16) Fraudulent bankruptcy and frauds committed in bankruptcy ;

(17) Arson ;

(18) Wilful and illegal destruction, falsification or suppression of public or private instruments with intent to injure another person ;

(19) Resistance or acts of violence by members of the crew of a vessel towards the captain or his substitute ;

(20) Receiving of objects obtained by means of one of the crimes or delicts referred to in the present Convention.

Attempts to commit any of these crimes or delicts are included in the above provisions when such attempts are punishable under the laws of the two countries.

Extradition shall be granted for delicts :—

1) In the case of convicted persons, when the sentence is not less than one year imprisonment.

(2) In the case of persons under summons, when the maximum punishment for the offence in question, under the laws of the two countries, is not less than 2 years imprisonment.

Article 3.

No German subject shall be extradited to Greece and no Greek subject shall be extradited to Germany.

If a person summonsed or under sentence is not a subject of that one of the two countries which claims him, the Government to which the request for extradition has been made shall remain at liberty to act as it may think fit with regard to such demand, and to give up the person claimed either to his own country or to the country in which the crime was committed.

Article 4.

Extradition shall not be granted :

(1) If at the time when the request is made exemption from prosecution or punishment has already been acquired by lapse of time under the laws of the country to which the request is made.

2° Lorsque la demande d'extradition sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause, ou est encore poursuivi ou a déjà été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 5.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays requis, pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée jusqu'à la fin de la poursuite, et en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins, sous réserve pour ceux-ci de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 6.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit, ou si l'individu réclamé prouve que la demande d'extradition a été faite, en réalité, dans le but de le poursuivre pour une infraction de cette nature.

L'individu extradé ne pourra être poursuivi ou puni pour aucune infraction autre que celle qui a motivé l'extradition. Cela ne s'applique pas aux infractions commises après l'extradition.

L'extradé ne pourra être réextradé à un Etat tiers sans le consentement du Gouvernement qui l'a livré. Le consentement sera demandé et donné conformément au mode de procédure établi par les articles 7 et 8.

Article 7.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

(2) When the request for extradition is based on an act for which the person claimed has already been proceeded against and exculpated, or is still under process or has already been tried in the country to which the request for extradition is made.

Article 5.

If the person claimed is under process or has been convicted in the country to which the request is made, for some offence other than that which has given rise to the request for extradition, his extradition may be postponed until the end of the proceedings and, in the event of conviction, until the sentence has been carried out.

If the person claimed is being proceeded against or detained in such country by reason of obligations contracted towards private individuals, his extradition shall none the less take place; provided always that such individuals may thereupon prosecute their claims before the competent authority.

Article 6.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is requested is considered by the Party to which the request is addressed to be a political offence or an act connected with such an offence; or if the person claimed proves that the request for extradition has in reality been made for the purpose of proceeding against him for an offence of such a nature.

The person extradited shall not be proceeded against or punished for any offence other than that for which he has been extradited. This does not apply to offences committed after the extradition.

The person extradited shall not be re-extradited to a third State without the consent of the Government which surrendered him. Consent will be asked and granted in conformity with the procedure laid down in Articles 7 and 8.

Article 7.

Request for extradition shall always be made through diplomatic channels.

Article 8.

La procédure d'extradition sera déterminée par la législation du pays requis ou par l'usage y établi.

Article 9.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou de l'expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive, soit d'une décision formelle du tribunal compétent pour la mise en état d'accusation ou l'ouverture de la poursuite principale. Elle pourra être également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère judiciaire compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé, d'une traduction authentique dans la langue du pays requis et autant que possible du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Dans le cas où il y aurait doute sur la question de savoir si le crime ou délit, objet de la poursuite, rentre dans les prévisions de la présente convention, le Gouvernement requis pourra demander toutes les explications qu'il considérerait nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction, après quoi il statuera sur la suite à donner à la demande d'extradition.

Le Gouvernement requérant, en fournissant au Gouvernement requis ces explications, mettra en même temps à la disposition de ce dernier tous les documents nécessaires ou utiles pour éclairer sa conviction.

Article 10.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire pourra être effectuée sur avis, transmis par la

Article 8.

The procedure in matters of extradition shall be governed by the law of the country to which the request is addressed or by its established usage.

Article 9.

Extradition will be granted on production of the original, or a certified true copy, of the judgment or sentence, or of any order in the course of criminal proceedings issued by the competent judge, formally decreeing or necessarily effecting the taking of criminal proceedings against the person summonsed or accused, or of the original, or a certified true copy, of a formal decision of the competent tribunal for the drawing up of the charge or the commencement of the prosecution itself. It may also be granted on the production of a warrant of arrest or any other document having the same effect, issued by the competent judicial authority in the foreign country concerned, providing the documents contain a precise statement of the act in respect of which they have been issued.

The documents will be accompanied by a copy of the text of the law applicable to the act charged, an authentic translation into the language of the country to which the request for extradition is addressed, and, so far as possible, a description of the person claimed or any other information serving to establish his identity.

In case of doubt as to whether the crime or delict for which the prosecution is instituted, is covered by the provisions of the present Convention, the Government to which the request is made may demand any explanatory details which it may consider necessary or desirable in order to arrive at a decision, after which it will decide upon the effect to be given to the request for extradition.

The Government making the request, in furnishing these details, will, at the same time place at the disposal of the Government to whom the request is addressed, any documents necessary or desirable for the purpose of arriving at a decision.

Article 10.

In case of urgency, a provisional arrest may be made on the receipt by post or telegraph,

poste ou le télégraphe et toujours par voie diplomatique, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 9, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné au Ministre des Affaires Etrangères du pays requis.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du pays requis ou en usage dans ce pays. Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai d'un mois à partir du moment où elle aura été effectuée, le Gouvernement requis n'a pas reçu par voie diplomatique une demande d'extradition accompagnée de l'un des documents mentionnés à l'article 9 de la présente convention.

Article 11.

Quand il y aura lieu à extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit, ou pouvant servir de pièces à conviction, qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation ou qui seront découverts ultérieurement, seront remis à l'Etat requérant.

Cette remise se fera même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur les dits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article 12.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux pays dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur les territoires des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat réclamant.

Les frais de transport ou autres par mer resteront également à la charge de l'Etat réclamant.

L'individu à extraditer sera conduit au port du pays requis, ou au point de la frontière que désignera le Gouvernement réclamant.

but always through diplomatic channels, of notice of existence of one of the documents mentioned in Article 9; provided always that such notice shall be duly given to the Ministry for Foreign Affairs of the Country to which the request is addressed.

A provisional arrest shall be made in conformity with the rules established by legislation or usage in the State to which the request for extradition is addressed. It will become void if, within one month from the arrest, the government to which the request is addressed, has not received through diplomatic channels a request for extradition accompanied by one of the documents mentioned in article 9 of the present Convention.

Article 11.

When extradition is granted, any objects connected with the crime, or delict, or serving as evidence for conviction, found in the possession of the person claimed at the moment of his arrest, or discovered later, will be sent to the State claiming extradition.

These objects will be sent even if the extradition cannot be carried out on account of the escape or death of the person claimed.

Rights acquired by third persons over such objects are not prejudiced and the objects shall in proper cases be returned to such persons free of cost, at the end of the proceedings.

Article 12.

The costs of arrest, maintenance and transport of an extradited person, as well as the costs of the safekeeping and transport of objects which, under the terms of the preceding Article must be delivered or restored, will be defrayed by the two countries concerned within the limits of their respective territories.

Transport or other expenses within the territories of intermediate States shall be defrayed by the State requesting extradition.

Transport or other costs at sea will be defrayed by the State requesting extradition.

The person extradited will be conducted to such port of the country to which the claim is addressed, or to such point of its frontier, as may be specified by the Government making the claim.

Article 13.

Si l'individu réclamé et arrêté dans les conditions de la présente convention n'est pas emmené dans les trois mois après son arrestation, il sera mis en liberté et ne pourra plus être réclamé pour la même cause.

N'est pas compris dans ce délai de trois mois le temps pendant lequel, après l'arrestation, l'individu réclamé a dû satisfaire à la justice du pays requis.

Article 14.

L'extradition, par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 9, pourvu que le fait, servant de base à l'extradition, soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 4 et 6.

Les frais de transit seront à la charge du pays requérant.

Article 15.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays, ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire, accompagnée d'une traduction authentique dans la langue du pays requis, sera adressée à cet effet par la voie diplomatique, et il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 11 ci-dessus.

Les Gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Article 13.

If the person claimed and arrested is not taken away within 3 months after his arrest, he shall be set at liberty and cannot be claimed again for the same offence.

The time required, after the arrest, for satisfaction by the accused person of any requirements of the law of the country to which the request for extradition is made, shall not be included in this period of three months.

Article 14.

Extradition, by way of transit over the respective territories of the contracting States, of an individual not belonging to the country of transit will be granted on the mere production, in the original or a certified true copy, of one of the documents mentioned in Article 9, providing that the act in respect of which extradition is requested, is covered by the present Convention and is not included under the provisions of Articles 4 and 6.

The cost of transit will be defrayed by the Country requesting the extradition.

Article 15.

When, in the course of a criminal process of a non-political nature, it is found necessary to examine persons in one of the two countries, or to make any other preliminary investigation, letters rogatory, together with a translation thereof into the language of the country to which the request is made, shall be delivered for this purpose through diplomatic channels and shall be executed in accordance with the laws of the country in which the examination or investigation is to take place.

Notwithstanding the above provision, letters rogatory involving either a domiciliary visit or the seizure of the subject matter or evidence of the offence may only be executed in the case of an act referred to in Article 2 and subject to the restriction contained in the last paragraph of Article 11 above.

The respective Governments renounce all claim to reimbursement of costs resulting from the execution of letters rogatory in criminal cases, even where the assistance of experts is involved, provided that such expert assistance has not extended to more than a single investigation.

Article 16.

En matière pénale non politique, lorsque le Gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise diplomatiquement et accompagnée d'une traduction authentique dans la langue du pays requis, sera, en tant que les lois du pays requis ne s'y opposent pas, signifiée à la personne à la requête du ministère public du lieu de la résidence par les soins d'un officier compétent et l'original constatant la notification sera envoyée par la même voie au Gouvernement requérant sans restitution des frais.

Article 17.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin sera jugée nécessaire, le Gouvernement du pays où réside le témoin l'engagera à se rendre à l'assignation qui lui sera adressée à cet effet, par voie diplomatique, de la part des autorités de l'autre pays.

En cas de consentement du témoin, les frais de voyage et de séjour lui seront accordés d'après les tarifs et règlements en vigueur dans le pays où l'audition devra avoir lieu, à son choix, d'après les tarifs et règlements de l'Etat requis. L'Etat requérant indiquera le montant de l'avance que l'Etat requis pourra, sauf remboursement de l'Etat requérant, faire au témoin sur la somme intégrale.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaitra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ni détenu pour des faits ou condamnations antérieurs, civils ou criminels, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 18.

Lorsque, dans une cause pénale non politique, instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces de conviction ou de documents

Article 16.

In criminal cases of a non-political nature when the Government of one of the two countries considers it necessary to communicate any order or judgment to any person living in the territory of the other country, the communication shall be forwarded through diplomatic channels, together with an authentic translation thereof into the language of the country to which the request is made, and shall, so far as it is not forbidden by the laws of such country, be notified to the person in question by a competent official at the request of the public authority of the place of his residence; and the original document certifying such notification shall be forwarded, free of cost, through diplomatic channels to the Government making the request.

Article 17.

In a criminal case of a non-political nature when the appearance of a witness is deemed necessary, the Government of the State in which the witness resides shall call upon him to comply with the notice which will be served upon him through diplomatic channels on behalf of the authorities of the other country.

If the witness consents to appear, the expenses of the journey and subsistence shall be granted him in accordance with the rates and regulations in force in the country where the hearing is to take place, or, if he prefers it, in accordance with the rates and regulations of the country in which he resides. The State making the request shall inform the State to which the request is made of the advance which the latter may make to the witness upon the total sum, subject to reimbursement by the former State.

No witness, whatever his nationality, cited in one of the two countries and voluntarily appearing before the judges of the other country, may be proceeded against or detained on the ground of previous acts or judgments, whether criminal or civil, or on the ground of complicity in the acts forming the subject of the process in which he so appears as witness.

Article 18.

When in the case of criminal proceedings of a non-political nature instituted in one of the two countries the communication of evidence

se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays, sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie diplomatique et on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer, dans le plus bref délai possible, les pièces et documents.

Les Gouvernements contractants renoncent au remboursement des frais occasionnés, dans les limites de leurs territoires respectifs, par l'envoi et la restitution des pièces de conviction et documents.

Article 19.

Les deux Gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution des frais, les condamnations pour crimes ou délits de toute espèce qui auront été prononcés par les tribunaux de l'un des deux États contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique d'un bulletin ou extrait de la décision définitive, au Gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Article 20.

Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Les faits antérieurs à la mise en vigueur du Traité ne pourront être l'objet d'une demande d'extradition que dans le cas où les personnes réclamées se seraient réfugiées sur le territoire de l'État requis après la signature.

Chacune des Parties contractantes pourra en tout temps dénoncer le présent Traité en prévenant l'autre Partie de son intention six mois à l'avance.

Il sera ratifié, et les ratifications en seront échangées à Athènes dans un délai de six mois au plus tôt si faire se peut.

EN FOI DE QUOI, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signé et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double expédition à Athènes, le 27 février/12 mars 1907.

(Signé) A. SKOUSÈS.
(Signé) ARCO VALLEY.

or documents in the hands of the authorities of the other country is considered necessary or desirable, a request to that effect will be made through diplomatic channels, and shall be complied with unless special circumstances render such communication objectionable and subject to the return at the earliest possible date of such evidence and documents.

The respective Governments renounce all claim to reimbursement of costs resulting within the limits of their respective territories from the forwarding and return of such evidence and documents.

Article 19.

The two Governments mutually undertake to inform each other, free of cost, of all convictions for crimes or delicts of any kind pronounced by the Courts of the one against subjects of the other.

This notification shall take the form of a report or extract of the final judgment sent through diplomatic channels to the Government of the State to which the person convicted belongs.

Article 20.

The present Treaty shall come into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the two countries.

Acts done before the coming into force of the Treaty shall not form the subject of requests for extradition, except in cases where the persons claimed have taken refuge in the territory of the State to which the request is made after the exchange of ratifications.

Each of the Contracting Parties may at any time denounce the present Treaty by giving the other Party six months' notice of its intention.

The Treaty shall be ratified and ratifications shall be exchanged at Athens, if possible, within six months.

IN WITNESS whereof the respective Plenipotentiaries have signed and sealed the present Treaty.

Done in duplicate at Athens, the 27 February/12 March 1907.

(Signed) A. SKOUSÈS.
(Signed) ARCO VALLEY.